

Le scandale Crypto AG, une tache sur l'image de la Suisse

Les révélations de la complicité de l'entreprise zougise avec les services de renseignement américains et allemands jusque dans les années 1990 risquent de remettre en cause l'attractivité du pays pour des sociétés étrangères. Les acteurs des cryptomonnaies affirment n'avoir rien à voir avec cette entreprise



[Les produits de cryptographie de la société zougise Crypto AG contenaient des failles cachées utilisées par les services de renseignement américains et allemands pour espionner d'autres pays entre les années 1970 et 1990.](#)

«Un scandale grave», selon l'ancien procureur tessinois et enquêteur du Conseil de l'Europe Dick Marty. Le scandale Crypto AG pourrait longuement ternir l'image de sécurité et de confiance que souhaite véhiculer la Suisse. D'autant plus que la firme zougise qui a fourni des technologies truquées à la CIA et au renseignement allemand entre 1970 et 1993 possède une société sœur, InfoGuard, dont les produits sont utilisés par les plus grandes banques suisses. De quoi saper l'attractivité de la Suisse auprès des entreprises technologiques?

Quel dégât d'image pour la Suisse?

Pour commencer, de quelle image parle-t-on, s'interroge Steven Meyer, directeur de la société de cybersécurité ZENData. «L'image de sécurité associée à la Suisse contient une forte dimension émotionnelle et je ne suis pas sûr qu'elle soit vraiment méritée. L'image de notre pays a déjà été passablement ternie lorsque les données des clients américains des banques suisses ont été transmises aux autorités américaines, à partir de 2008.»

Néanmoins, poursuit le spécialiste genevois, «dans l'industrie de la cybersécurité, la Suisse est perçue comme un lieu avec une éthique, des principes, un climat de confiance. Or ce sont justement ces aspects qui ont été touchés par le scandale Crypto AG.» Une affaire dont les acteurs de la cybersécurité avaient entendu parler en 2008, mais pas avec le niveau de détail fourni par les

révélations de cette semaine – pendant laquelle se tenaient justement les Swiss Cyber Security Days, à Fribourg.

Toujours par rapport à l'image, le scandale de Crypto AG pourrait contaminer le secteur des cryptomonnaies, à cause de la proximité phonétique. «L'écosystème créé en Suisse autour de la blockchain n'a rien à voir avec Crypto AG, dont les agissements ont eu lieu bien avant l'arrivée de la blockchain. Nous pensons que l'impact sur la réputation de la Suisse sera limité», répond Jérôme Bailly, de la Crypto Valley Association.

Des entreprises technologiques vont-elles quitter la Suisse, ou hésiter à s'y implanter?

La Crypto Valley Association n'a reçu «aucun signe d'inquiétude ni demande d'information de la part de sociétés étrangères qui envisagent de s'implanter à Zoug ou ailleurs en Suisse», continue Jérôme Bailly.

Une société a fauté, cela ne signifie pas que le mal soit endémique, enchaîne Steven Meyer, de ZENData, qui établit néanmoins une comparaison avec l'affaire des [Panama Papers](#), ces révélations sur les pratiques douteuses d'un cabinet d'avocats: «Seul Mossack Fonseca a été mis en cause dans les Panama Papers, mais suite au scandale, de nombreux autres cabinets d'avocats et des banques ont quitté le Panama.»

Quelles répercussions pour l'avenir?

L'ampleur de l'affaire Crypto AG dépendra surtout de la réaction des autorités et des mesures qui seront prises pour l'avenir, estime Rufo Guerreschi, directeur exécutif de la Trustless Computing Association, une structure qui veut créer une nouvelle forme de certification en matière de cybersécurité.

«Au lieu d'essayer de minimiser cette affaire, les autorités devraient en faire une opportunité pour mettre en place de nouveaux standards pour la sécurité informatique, et en faire un avantage compétitif pour le pays», détaille l'entrepreneur passé par l'incubateur Fusion à Genève, dont la start-up Trustless.ai fabrique un appareil de communication hyper-sécurisé. La Swiss Digital Initiative, lancée depuis Genève en septembre dernier, pousse pour des initiatives dans ce sens pour le web.

Faute de quoi, la Suisse ne parviendra pas à rester un pays réputé pour sa sécurité, conclut notre interlocuteur. Le pays resterait ainsi associé à l'image de Crypto AG. Un pays comme les autres, en quelque sorte.